

17.11.2005 - 12:41 Uhr

La peur de disparaître a fait descendre 10000 paysans dans la rue

Brugg (ots) -

OMC, accord de libre échange avec les Etats-Unis, paquet de réformes PA 2011: autant de motifs de crainte qui ont poussé les paysans suisses à descendre dans la rue. Plus de 10000 personnes ont manifesté aujourd'hui sur la Place fédérale à Berne contre l'évolution actuelle de la politique agricole. La situation est déjà très tendue actuellement. Nous, paysans, gagnons tellement peu, que de nombreuses exploitations vivent dorénavant et déjà sur leurs réserves, a expliqué Hansjörg Walter, le président de l'Union suisse des paysans et paysan lui-même à Wängi, dans le canton de Thurgovie, au moment de décrire la situation dramatique dans laquelle se trouvent les familles paysannes. Des baisses de prix supplémentaires, comme celles prévues dans la PA 2011 ou engendrées par le démantèlement de la protection à la frontière dans le cadre de la libéralisation du commerce mondial, ne sont donc pas supportables pour l'agriculture suisse, a-t-il poursuivi. Notre avenir est sombre!, a souligné le premier paysan de Suisse. Il a également déploré la nouvelle réduction du crédit-cadre pour l'agriculture: Les paiements directs et les soutiens du marché sont une rétribution légitime pour les prestations d'intérêt général fournies par les familles paysannes. Walter a également rappelé que l'agriculture ne coûte pas seulement, mais quelle dépense aussi près de 6 milliards de francs par an, et crée ainsi environ 200 000 places de travail dans les branches en amont et en aval de la production agricole. Il est impensable que la Suisse offre un avenir qu'aux seules entreprises du secteur tertiaire, telles les banques et les assurances. C'est d'ailleurs ce à quoi se référait le slogan de la manifestation: Aujourd'hui les paysans. Demain, vous!

La présidente de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales a ajouté que l'agriculture avait déjà fourni d'importants efforts ces dernières années. Quelle autre branche peut-elle se targuer d'avoir réduit le nombre d'entreprises d'un tiers, développé des productions de niche ou des activités annexes et converti pratiquement tout le secteur à la production biologique, et tout cela, en l'espace de quelques années seulement?, demande-t-elle. Peter Gfeller, le président de la Fédération des Producteurs Suisses de Lait PSL, a également fait part de sa déception et de sa frustration. Il a rappelé que la pression sera particulièrement forte sur les producteurs de lait ces prochaines années, et a critiqué le fait que les paysans doivent produire à moindres coûts, alors que les frais de production ne cessent d'augmenter. Les paiements directs ne suffisent même plus à couvrir la différence, a-t-il noté. Peter Gfeller a demandé un engagement clair en faveur de prix suisses équitables pour les produits suisses de qualité suisse. Tant le chef des producteurs de lait que le vice-président de l'Union suisse des paysans et président de la Fédération suisse de producteurs de céréales ont critiqué l'évolution du dossier agricole de l'OMC. L'agriculture risque d'être sacrifiée sur l'autel d'une libéralisation unilatérale! a indiqué John Dupraz. La proposition des grands pays exportateurs de produits agricoles fera baisser d'un tiers la valeur de la production agricole et de moitié le revenu des familles paysannes, a-t-il martelé. Il a également souligné que comme aucune concession n'avait été faite dans les autres dossiers en discussion, la Suisse avait tout à perdre et rien à gagner. Chaque pays a le droit de produire des denrées alimentaires pour sa propre population!

Deux jeunes paysans dynamiques, Eveline Matzinger, du canton de Zürich, et Christophe Ackermann, du canton du Jura, ont demandé qu'on leur donne un avenir. Si nous sommes prêts à travailler beaucoup et durement, nous n'accepterons pas de travailler pour

rien! Ils ont souligné que des démarches courageuses étaient nécessaires pour faire baisser les coûts de production et créer des conditions cadres stables, seule manière de permettre aux paysans d'avoir du succès sur les marchés. Pour conclure, les deux jeunes paysans ont déploré que l'évolution actuelle de la politique agricole n'aille pas dans ce sens. Notons que les craintes et les requêtes des paysans ont aussi été relayées par les consommateurs. Josiane Daepf, membre du comité de la Fédération romande des consommateurs, a souligné que des valeurs importantes aux yeux des consommateurs, notamment la qualité, la fraîcheur, la protection de l'environnement, le bien-être des animaux, la répression des fraudes et la transparence, étaient menacées par l'évolution actuelle. En tant que représentante des consommateurs, elle a exigé de pouvoir disposer de denrées alimentaires saines, produites dans la région.

En conclusion de cette impressionnante manifestation paysanne, les paysannes et paysans suisses ont remis un catalogue d'exigences en six points à M. Claude Janiak, vice-président du Conseil national, et à Mme Annemarie Huber-Hotz, Chancelière de la Confédération et, en tant que telle, représentante du Parlement et du gouvernement. Parmi ces exigences notons une position ferme dans les négociations de l'OMC, le rejet d'un accord de libre échange dans le domaine agricole avec les Etats-Unis ainsi qu'un crédit-cadre du même montant que celui de la période couverte par la PA 2007. Les paysannes et paysans ont souligné leur détermination par un imposant concert de sonnailles destiné à réveiller les responsables et à leur faire comprendre la gravité de la situation.

Renseignements:

Jacques Bourgeois, directeur de LUSP, portable 079 219 32 33

Urs Schneider, vice-directeur de LUSP, portable 079 438 97 17

Sandra Helfenstein, porte-parole de LUSP, portable 079 826 8

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100006217/100500180> abgerufen werden.